

les Amfis 2023: Énergie et nucléaire : histoire, choix, enjeux

Une politique pronucléaire à tout prix: similarités entre la France et le Japon

Yûki TAKAHATA, autrice traductrice, militante antinucléaire

Nous sommes très heureuses de pouvoir parler aux Amfis de l'accident de Fukushima et de ce qui se passe au Japon. En France, peu de gens réalisent ce qu'est la catastrophe nucléaire dont les Japonais ont été victimes. La France, pays le plus nucléarisé du monde, aurait pourtant beaucoup à apprendre de cet accident.

Or, il y a un grand amour intéressé entre les dirigeants de la France et du Japon qui partagent la même volonté de relancer le nucléaire. Au niveau mondial, la part du nucléaire dans la production d'électricité est passée du pic de 17,5% en 1996 à 9,8% en 2021. Et cela ne représente que 4,3% de la production de toutes les énergies primaires (2% consommation). **L'industrie nucléaire est donc en déclin au niveau mondial**, mais la France est une exception par sa dépendance excessive au nucléaire : la part du nucléaire dans la production d'électricité est toujours proche des 70% [RTE: juillet 2022, 69%. cf. Ukraine 55%, Slovaquie 52%, Belgique 51%, USA 20%, Russie 20%, Chine 5%, Japon 7%] Le Japon, lui, après l'accident de Fukushima, a pu se passer de tous ses réacteurs pendant presque 2 ans (2013-2015), car la part du nucléaire n'était que de 27% en 2010. Pourtant, au lieu d'opérer une véritable politique de transition énergétique après la catastrophe — c'était le souhait de la majorité de la population — les gouvernements Noda et surtout Abe du PLD, parti politique de droite dure et introducteur et promoteur du nucléaire civil au Japon, ont imposé le redémarrage des centrales malgré l'opposition des habitants. Il y a donc actuellement 11 réacteurs en fonctionnement au Japon et certains utilisent le combustible mox fabriqué en France.

Dans sa déclaration de février 2022, le président Macron a annoncé la relance du nucléaire français (construction de nouveaux réacteurs, prolongation de la durée de vie des réacteurs existants, et modernisation du nucléaire militaire) ; de façon semblable, en août 2022, le gouvernement du Premier ministre Kishida a annoncé son intention d'inclure la relance du nucléaire dans son plan de "transformation verte (Green Transformation)", à savoir la construction de nouveaux réacteurs, le redémarrage et la prolongation de la durée de vie des réacteurs existants. Cette orientation politique a été entérinée au conseil des ministres en février de cette année.

Ce qui est frappant, c'est **ce même choix, dans les deux pays, de relance à marche forcée anti-démocratique** : "débat public" tronqué, consultation en ligne de très courte durée, et décision prise avant même tout débat au parlement.

Autre similitude: **un même déni de la réalité** : l'industrie actuelle des 2 pays est incapable de construire un nouveau réacteur. Quand on a découvert en 2014 des malfaçons de pièces et des falsifications de documents à l'usine Areva du Creusot, on s'est aperçu que le problème concernait aussi le Japon, car beaucoup de ces pièces défectueuses avaient été fabriquées par les 2 principales entreprises japonaises de forge 日本鑄鍛鋼 JCFC et 日本製鉄鋼 JSW. Cette affaire révèle **l'incompétence des 2 pays en matière de sûreté et de contrôle**, car personne au départ n'avait détecté les défauts ni au Japon ni en France.

Sans même parler de l'EPR, l'industrie nucléaire française accumule les difficultés, avec notamment le problème de corrosions sous contrainte (fissures dans les tuyauteries). Quant au Japon, TEPCO essaie de faire face aux difficultés qui apparaissent l'une après l'autre dans la centrale accidentée de Fukushima sans pouvoir les maîtriser : on découvre qu'il y a maintenant un grand risque d'effondrement du socle de la cuve du réacteur 1. [<http://www.fukushima-blog.com/2023/03/la-cuve-du-reacteur-1-de-fukushima-daiichi-menace-de-s-effondrer.html>]

Mais malgré tous ces déboires et une perte de savoir-faire industriel, les dirigeants des deux pays veulent à tout prix continuer le nucléaire. Pour cela, **il faut notamment minimiser et invisibiliser les conséquences de l'accident de Fukushima**. Le gouvernement japonais s'y emploie en payant grassement l'agence de communication DENTSU, au lieu d'aider les victimes et de protéger la population de la contamination radioactive. Mais le lobby nucléaire français participe également à ce travail de désinformation et de manipulation, dans le but de faire accepter **l'idée de l'évacuation la plus minimale possible des populations des zones contaminées**.

Déjà, les promoteurs du nucléaire s'étaient activés après Tchernobyl, en lançant trois programmes, *Ethos*, *Core* et *Sage*, financés par l'UE, qui visaient à **faire accepter à la population de vivre dans les zones contaminées** sous prétexte d'améliorer leurs conditions de vie sur place : cela consistait en réalité à faire gérer par les habitants eux-mêmes les risques de la contamination. Ainsi, les autorités n'avaient plus à leur fournir des moyens de protection (mesures des sols et des aliments, examens et soins sanitaires, aides à l'installation dans un endroit non contaminé ou séjours temporaires pour la santé..).

Après la catastrophe de Fukushima, l'AIEA (fondée en 1957 pour promouvoir le nucléaire civil) et le lobby nucléaire international sont arrivés très vite sur place pour dire que l'accident n'était pas si grave. Quant à l'organisme nommé CIPR (commission internationale de protection radiologique), c'est une ONG d'experts dont les recommandations sont reprises dans les normes internationales de radioprotection, mais les travaux et les méthodes de la CIPR sont critiqués par certains scientifiques, notamment sur **les conséquences de l'exposition à faibles doses**.

A Fukushima, ces "experts" ont organisé dès 2012 des rencontres avec les habitants ("dialogue-séminaire"). L'acteur principal de cette opération est un Français qui s'appelle Jacques Lochard, un économiste qui à l'époque présidait la 4e commission de la CIPR, mais qui était aussi le directeur d'un organisme français, le CEPN (le Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire), créé en 1976 par EDF, Cogema (Areva) et le CEA (membres actuels: EDF, IRSN, CEA). Lochard était déjà le responsable des projets *Ethos* et *Core* après Tchernobyl (il est maintenant professeur à l'Université de Nagasaki: l'Institut des maladies post-bombes atomiques) Ces acteurs du nucléaire s'appuient à Fukushima sur une ONG japonaise "Ethos in Fukushima" qui est bien médiatisée. Mais cela revient à **banaliser les dangers de l'irradiation sur la santé et l'environnement**. Leur principe s'appelle "**ALARA**"(As low as reasonably achievable): des normes aussi basses qu'il est raisonnablement possible d'atteindre, **compte tenu des facteurs économiques et sociaux**. Le plus important est donc de **maintenir au maximum les populations sur place** pour ne pas entraver l'économie et le fonctionnement de la communauté d'avant l'accident, ce qui permet de minimiser le risque de l'accident et son coût lorsqu'il survient.

Fukushima est donc un terrain d'expérience pour élaborer des mesures et des normes similaires qui seraient appliquées après un éventuel accident grave en France pour sauver l'économie, et continuer le nucléaire envers et contre tout.

Les programmes nucléaires civil et militaire ont été conçus et développés par une majorité d'hommes caractérisés par leur arrogance, leur irresponsabilité et leur mépris pour les dangers encourus par les populations, et tout particulièrement par les travailleurs du nucléaire, en Occident mais aussi dans les pays où ils exploitent l'uranium. Macron en est une incarnation caricaturale. Aujourd'hui, il est plus que temps de dire NON au nucléaire et à son monde inhumain.